



APPRENDRE DE L'OFFRE DE SERVICES SOCIAUX AUX PASTEURS: ELEMENTS DE BONNE PRATIQUE

Esther Schelling, Daniel Weibel, Bassirou Bonfoh
Le Swiss Tropical Institute, Bâle, Suisse et le Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte-d'Ivoire, Abidjan, Côte-d'Ivoire
Pour l'Initiative Mondiale en faveur du Pastoralisme Durable (WISP), un projet de la Facilité pour l'Environnement Mondial, mis en œuvre par le PNUD et exécuté par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (IUCN), Nairobi, 2008.

Contexte de l'étude

Table of contents

Contexte de l'étude.....	2
L'Initiative Mondiale pour le Pastoralisme Durable	2
Remerciements	2
Table of contents	3
Résumé exécutif.....	6
La santé au sein des pasteurs	6
Approches et programmes offrant des services de santé aux pasteurs	6

Les résultats.....	21
Les résultats subséquents et la possibilité de mise à échelle	21
Les services conjoints de vaccination pour humains et animaux	21
Le contexte.....	21
L'approche	21
Les résultats.....	22
Les résultats subséquents et la possibilité de mise à échelle	22
Les agents communautaires de santé et les accoucheuses traditionnelles	22
Le contexte.....	22
L'approche	23
Les résultats.....	23
Les résultats subséquents et la possibilité d'aller à échelle.....	23
Les résultats et conclusions des autres études similaires.....	24
Des exemples de programmes d'éducation pour les pasteurs	24
Les écoles sous tentes en Iran	24
Le contexte.....	24
L'approche	24
Les résultats.....	25

L'éducation chez les pasteurs

Le choix des communautés et des parents pasteurs, soit de favoriser l'éducation strictement formelle, permettant aux enfants de s'engager dans des formations et dans l'éducation de niveau supérieure, soit de mettre plus l'accent sur la culture et la production de bétail, dépend de la perception qu'ils ont de l'éducation. Leur décision est influencée par, soit le fait que l'apprentissage est perçu comme un investissement pour la sécurité future, soit par le type de systèmes d'apprentissage disponible, soit encore par la perception qu'ils ont du contexte socio-économique. Rarement la recherche s'intéresse à la scolarisation formelle comme un type d'éducation parmi plusieurs autres. Dans la plupart des études, l'on assimile l'éducation et la scolarisation formelle.

Les éléments de bonne pratique

Les bonnes pratiques ne sont pas perçues comme un schéma directeur pour les praticiens, mais comme un principe guide pouvant permettre aux institutions travaillant avec les pasteurs de planifier plus efficacement leurs interventions. Il est possible d'

Introduction

Le développement pastoral a connu une courbe d'apprentissage abrupte au cours des 15 dernières années. Avant cela, l'attention en matière de développement se concentrait sur la sédentarisation des populations mobiles, la régulation de la taille des troupeaux, la limitation de l'accès aux ressources, l'intensification des apports en capitaux, et la réduction de la gamme des produits tirés du système. Au cours des dernières années, il est devenu suffisamment clair que ces mesures ont contribué à saper le pastoralisme, à dégrader les ressources naturelles, et à appauvrir les pasteurs. Aujourd'hui, l'on comprend mieux que la mobilité des troupeaux, la flexibilité de la taille des troupeaux, l'intensité en main-d'œuvre, et le fait de se reposer sur une variété de productions sont tous des ingrédients nécessaires à la gestion des environnements des parcours pastoraux où le climat est imprévisible ou la base de ressources naturelles est potentiellement limitée. Ces caractéristiques du pastoralisme aident à s'assurer que celui-ci demeure plus productif à l'échelle du paysage que les autres formes alternatives d'utilisation des terres qui ont été proposées pour les parcours pastoraux.

La restriction de la mobilité est particulièrement néfaste à la durabilité des moyens d'existence dans les milieux arides, car elle conduit à la sous-exploitation de certaines ressources et à la surexploitation d'autres, avec pour résultat la perte de la biodiversité et la dégradation dans tous les cas. Par le passé, la limitation de la mobilité était l'effet direct des politiques gouvernementales (qui étaient reflétées par les politiques de nombreuses Organisations Non Gouvernementales). Cependant, la mobilité n'est pas seulement entravée par les politiques directes de sédentarisation. Dans de nombreux pays, les pasteurs se sédentarisent volontairement afin de pouvoir avoir accès aux services sociaux, malgré le fait qu'ils sont conscients que cette pratique nuit à leurs moyens d'existence et à leurs environnements.

La sédentarisation des pasteurs ne doit pas signifier une réduction de productivité ou une dégradation de l'environnement. Elle dépend d'un certain de facteurs. Les mouvements saisonniers des troupeaux (transhumance) constituent une nécessité écologique dans la plupart des environnements des parcours pastoraux, mais dans certains pays, les pasteurs ont trouvé des voies pour continuer les pratiques de transhumance tout en tirant également profit de certains des avantages de la vie sédentaire : par exemple un meilleur accès aux marchés, aux autorités, et aux autres services. Néanmoins, la sédentarisation des pasteurs n'est pas toujours possible ou désirable, en particulier dans les environnements où le niveau de mobilité est élevé, ou bien où la demande en main-d'œuvre est forte (par exemple pour assurer la sécurité ou pour transformer les produits laitiers). En outre, pour de nombreux pasteurs de par le monde, le droit de rechercher les moyens d'existence de leur choix et de maintenir leur culture se heurte à leur droit à l'éducation et à leur droit à des soins de santé de base.

Il est donc important que les pasteurs ne soient pas soumis à des mesures incitatives perverses qui les encouragent à se

services liés à la formation en matière de santé de la reproduction, de maternité, d'éducation des enfants et d'emploi) ; et iii) des services adaptés aux conditions des groupes de populations à besoins spécifiques, dont les personnes handicapés, les migrants et réfugiés, les populations locales et les groupes vivant des situations de discrimination. Le présent rapport sur l'offre de services sociaux aux pasteurs porte principalement sur l'offre de services en matière d'éducation et de santé.

La scolarisation et la santé sont considérées comme des "biens sociaux", mais leur offre est généralement faible ou inexistante dans les contextes pastoraux. Il serait peut-être important de faire la distinction entre l'offre généralement faible de services aux populations rurales et leur performance spécifiquement faible dans les zones pastorales, afin d'identifier les types d'interventions potentielles et appropriées. Selon la littérature, il semble qu'il existe plus d'exemples et d'expériences en matière d'offre de services de santé animale formels et informels qu'en matière de services de santé humaine. Ceci traduit le rôle central du bétail dans la vie des pasteurs, mais aussi probablement l'importance économique du bétail produit dans les systèmes pastoraux, pour les gouvernements. La littérature sur les approches en matière de programmes d'éducation adaptés pour les pasteurs est plus exhaustive que celle sur les programmes d'offre sanitaire adaptés ; ce qui reflète l'idée selon laquelle les pasteurs peuvent accéder

production pastorale de bétail peut être durable au plan environnemental; et de plus en plus, il y a consensus sur le fait que les pasteurs peuvent contribuer à la protection de la faune et de la flore [Galvin et al. 2007]. La stratégie principale des pasteurs en matière d'exploitation des ressources naturelles comprend la mobilité et la flexibilité sociale. Dans les discours sur le pastoralisme mobile, un nouveau paradigme a émergé dans les années 1990, et est connu sous le nom de 'Paradigme de mobilité' [Niamir-Fuller 1999]. Selon cette stratégie, le système pastoral mobile d'utilisation des terres et de production de bétail utilise les ressources naturelles du fragile écosystème semi-aride de manière durable [Scoones 1994 ; Niamir-Fuller 1999]. En effet, la recherche en sciences naturelles et sociales [Morton et Meadows 2000] a pu démontrer la rationalité du pastoralisme basée sur la mobilité et la propriété commune. La réalisation des potentiels des parcours pastoraux dépend non seulement de la présence des ressources—spatialement et temporellement éphémères et éparsses--, mais de manière plus capitale, des capacités humaines à les utiliser et à y avoir accès [Wiese 2004].

La réduction de la mobilité des systèmes pastoraux est le fait de différents facteurs qui vont de la sédentarisation involontaires due aux politiques de sédentarisation visant à faciliter le 'contrôle social', l'administration, et l'offre de services sociaux et spécifiques au bétail [Pratt et al. 1997], à l'invasion des milieux arides par les autres usages, comme par exemple les barrages, les champs, l'exploration industrielle des ressources naturelles et des zones protégées [Initiative Mondiale pour le Pastoralisme Durable 2007b], ainsi qu'aux événements tels que la sécheresse, la famine et les guerres civiles, le démantèlement des systèmes de gestion pastorale et des institutions traditionnelles, et, mais non des moindres, l'insuffisance des services de base ciblant les pasteurs et qui les force à rester plus près des centres urbains [Morton et Meadows 2000 ; ALIVE 2003 ; Janes et Chuluunrroj 2004].

Alcamo [1994] suppose qu'il y a un lien entre la croissance de l'urbanisation et la préférence accrue pour la consommation de la viande dans le modèle d'utilisation des terres ; ce qui présage que de grandes parties de l'Afrique seront transformées en systèmes pastoraux au cours du 21^{ème} siècle, et que, étant donné la croissance du secteur de l'élevage pastoral [Hatfield et Davies], ceci pourrait permettre à l'Afrique de ne plus être un importateur net de protéines animales [Tambi et al. 2004].

Dans de nombreux pays, l'on observe des processus de décentralisation (par exemple au niveau des programmes de réforme du secteur de la santé) pour mieux autonomiser les communautés. Et ces processus pourraient bénéficier également aux pasteurs mobiles, s'ils contribuent à renforcer les cycles économiques régionaux comprenant les systèmes de production extensive de bétail [Lister 2003; Bonfoh et al. 2007]. Par le passé, les interventions dans le cadre pastoral ont été, pour la plupart, sectorielles, avec un accent sur des questions spécifiques telles que l'eau, la commercialisation des produits pastoraux, les réformes en matière de propriété foncière (les codes pastoraux), et l'accès au fourrage. Cependant, la diversité des acteurs impliqués dans le développement pastoral montre que les problèmes des peuples pastoraux ne peuvent être traités de manière isolée. Des facteurs comme l'accès aux marchés et la santé du bétail influencent fortement la quantité et la qualité de la production du bétail. Au regard de cette diversité des interdépendances, les décideurs politiques, les bailleurs, et les chercheurs reconnaissent de plus en plus les interdépendances et les synergies—et la nécessité d'avoir des programmes intersectoriels pour les pasteurs.

Revue de la littérature sur la santé et l'éducation dans les milieux pastoraux

La littérature sur la santé des pasteurs

Les causes des problèmes de mortalité et de santé chez les pasteurs

La production de bétail chez les petits propriétaires exige beaucoup de travail manuel qui, généralement, est effectué par l'ensemble de la famille (les hommes, les femmes, et les enfants). La perte de membres de la famille et les coûts supplémentaires en matière de soins pour ceux-ci constituent de lourds fardeaux pour les autres membres, et peuvent forcer certaines familles à vendre le peu d'animaux qu'elles possèdent [Morton 2006]. Les données sur les causes dominantes de décès peuvent conduire à canaliser les ressources, mais ces données ne sont pas collectées quotidiennement. Les causes de décès parmi les peuples pastoraux mobiles peuvent présenter des particularités à cause de l'insécurité politique et nutritionnelle périodique, ainsi que de la faiblesse de l'accès aux services de santé. Dans les situations les plus extrêmes, ces décès peuvent se traduire en l'un des taux de mortalité infantile les plus élevés au monde : jusqu'à 50% des enfants de la région de Asaad au nord Mali meurent avant leur cinquième anniversaire [Münch 2007]. Les communautés pastorales se battent contre une vulnérabilité accrue au VIH/SIDA sans précédent. La mortalité, due aux infections telles que la rougeole et la tuberculose, est le signe le plus important de l'insuffisance de l'accès aux services de santé et à une information appropriée.

Chabasse et al. [1985] et Brainard [1986] ont montré que la mortalité infantile était plus élevée parmi les nomades que parmi les populations agricoles sédentarisées au Mali et au Kenya, respectivement. Brainard a lié la faiblesse des taux de mortalité chez les agriculteurs aux pratiques en matière de soins aux enfants, plutôt qu'aux améliorations au niveau de soins de santé primaire. La réduction de la productivité du bétail (en particulier en matière de lait), qui conduit à la malnutrition, peut aboutir à une susceptibilité plus élevée aux infections. Par exemple, après trois années consécutives de sécheresse en Ethiopie, en 2000, la rougeole est devenue une cause importante de décès [CDC 2001].

Les femmes sont particulièrement vulnérables aux changements politico-écologiques, comme cela se voit dans les pays postsoviétiques, où l'utilisation de l'assistance en matière de prestation professionnelle a connu un déclin. Cette vulnérabilité se manifeste en termes d'accroissement des taux de mortalité maternelle et de faiblesse de la santé de la reproduction [Janes et Chulunndorj 2004]. Les taux de mortalité maternelle des communautés pastorales mobiles sont parmi les plus élevés au monde. Les femmes pasteurs accouchent souvent à domicile, avec l'assistance des parents femmes se trouvant à proximité. Les coûts, la distance par rapport aux centres de santé, et les difficultés logistiques pour le transport des patients jusqu'aux services de consultation périnatale et de soins maternels sont les raisons connues du manque de soins appropriés et en temps opportun [Amooti-Kaguna et Nuwaha 2000].

Les principales maladies et conditions sanitaires chez les pasteurs ne diffèrent pas de manière substantielle des maladies typiques aux populations pauvres des zones rurales dans les pays à ressources limitées ; on a par exemple les maladies respiratoires, le paludisme, et la diarrhée [Schelling et al. 2005]. Les quelques études analytiques comparant la morbidité chez les pasteurs et les agriculteurs sédentarisés de la même zone, révèlent quelques différences [Chabasse et al. 1985; Ilardi et al. 1987]. Cependant

Les disparités genres

La disparité genre, qui est souvent profondément ancrée dans les sociétés pastorales, constitue un important déterminant en matière d'accès aux services de santé. Si certains types de ressources sanitaires relèvent du domaine féminin (traitement à domicile, rôles en matière de soins et de soutien, et connaissance entourant les conditions particulières de reproduction), l'accès à la plupart des praticiens extérieurs, ainsi qu'aux traitements et aux connaissances est globalement contrôlé par les hommes. A côté de la non disponibilité

services. Ces systèmes d'offre de services en matière de santé, d'éducation, d'informations, de distribution de médicaments, de crédit et d'assurance ont été développés par des industries privées telles que l'usine de production laitière de Tiviski en Mauritanie (<http://www.tiviski.com/>). Ils mettent à la disposition des organisations de producteurs leurs chaînes de produits ou leurs réseaux de marchés en matière d'offre de services (y

Les barrières à l'accès à l'éducation

Contrairement aux services de santé, l'aspect mobilité semble être d'importance moindre que les autres questions comme la non prise en considération des objectifs des pasteurs en matière de scolarisation et d'éducation, bien que les écoles fixes et en briques puissent ne pas être appropriées dans les communautés pastorales à mobilité élevée.

Les zones rurales reculées

Dans les zones reculées et peuplées de manière éparse, il est plus difficile de recruter et retenir les enseignants. Les personnes éduquées migrent généralement hors des zones rurales. Les pays ayant le plus besoin d'enseignants disposent du personnel le moins qualifié [UNESCO-UIS 2006]. En outre, les enseignants manquent souvent de formation pour pouvoir adapter les modules des curricula, et souvent, ils proviennent eux-mêmes de contextes socioculturelles différents ; ce qui les rend non indiqués pour mener cette tâche. En Asie Intérieure, il y a eu un déclin dans le niveau de scolarisation après la désintégration du système collectif

Les écoles avec internats peuvent réussir s'il y est créée une bonne qualité de vie pour les enfants pasteurs, par exemple par l'enseignement des pratiques de gestion des troupeaux sur la base des troupeaux des écoles elles-mêmes. Mais ces écoles sont plus onéreuses que les écoles ordinaires. En Mongolie où, depuis les années 1950, le gouvernement a investi dans le développement d'un réseau extensif des écoles avec internat gratuites, en 1990, l'inscription à l'école primaire avait pratiquement atteint cent pour cent. Cela a été mis au compte de facteurs comme, par exemple, le fait que la plupart du personnel avait des origines pastorales et était dévoué à créer un environnement scolaire positif, la durée des vacances qui était de quatre mois, l'âge d'inscription des élèves qui était plus élevé, l'accès aux services sociaux qui était libre, et le fait que le programme était accompagné d'une politique de développement pastoral et d'une réorganisation du travail [Krätli 2000]. Plusieurs auteurs rapportent que les parents sont souvent réticents à envoyer leurs enfants, leurs filles en particulier, dans les écoles avec internat par crainte d'acculturation, et parce qu'ils ont besoin de leurs enfants pour leur économie pastorale ou encore parce que les écoles avec internat coûtent trop chères [Krätli 2000; Oxfam GB 2005]. A Oman, la relative réussite d'une école avec internat pour les pasteurs harasiis est due à la volonté de l'Etat d'assurer la couverture des communautés reculées, ainsi qu'au compromis sur l'organisation de l'école de manière à lui permettre de satisfaire les préoccupations des parents en matière de préservation culturelle. Quelques filles ont même pu faire partie des classes mixtes [Chatty 2006]. Les écoles avec internat peuvent être combinées avec les plus

dans la zone turkana au nord-ouest. L'équipe passait 25 jours dans la zone pastorale se déplaçant d'une zone à l'autre pour traiter des nouveaux patients ; ensuite elle prenait quelques jours pour s'occuper des questions administratives avant de prendre 13 jours de congés. Elle disposait d'équipements de laboratoire de base, comme par exemple un microscope (par exemple pour le diagnostic du paludisme), d'un appareil ultrason portable (par exemple pour la maladie hydatique) ainsi que de l'azote liquide pour la conservation des échantillons de sang. Les interventions sanitaires de ces services de proximité ont été ciblées par rapport aux maladies les plus courantes comme le paludisme, la diarrhée, et les maladies respiratoires des pasteurs jeunes et adultes, ainsi que pour assurer les services de vaccination et de santé maternelle. Les cas sévères étaient orientés vers les hôpitaux de district. En outre, les accoucheuses traditionnelles et les agents de santé communautaires étaient formés, et les 'activités satellites' étaient complétées par la détection communautaire du trachome et par un programme de santé scolaire.

Au Niger, les unités mobiles ont été mises en place en 1968. Il a été estimé que leur performance était faible et trop onéreuse. En 1971, les structures de santé fixes ont ensuite été créées dans les zones pastorales, mais leur fréquentation par les nomades n'était pas régulière. Enfin, en 1988, le Programme Elargi de Vaccination (PEV) a mis en relation les structures fixes et les structures mobiles d'offre de services.

Les résultats

Le système de proximité de AMREF était, du point de vue logistique, plutôt difficile à gérer, et par conséquent, il fonctionnait deux

Tchad. Chaque campagne a comporté trois tours de vaccination ciblant les enfants et les femmes pour assurer un cycle complet de

proximité étaient plus abordables que les grands campements ; ce qui a aussi fait d'eux une option d'intervention pour les autres agences ou pour le gouvernement.

L'approche campement mobile de proximité de FARM-Africa pour les pasteurs et leur bétail, qui a été reproduite en Ethiopie et en Tanzanie, a été mise à échelle à travers le nouveau Projet de Développement Pastoral Communautaire Banque Mondiale/IFAD Ethiopie. FARM-Africa met en relation les réseaux, dans le cadre du plaidoyer auprès des groupes pastoraux, pour faire de la sensibilisation sur les questions pastorales et influencer l'élaboration de nouvelles politiques affectant les pasteurs, les gouvernements, les institutions multilatérales et les structures donatrices [FARM-Africa 2003].

Les résultats et conclusions des autres études similaires

Le faible niveau d'alphabétisation au sein des communautés pastorales mobiles peut réduire les opportunités de formation pour leurs membres. Une attention devrait être accordée à certains principes pour rendre les agents communautaires de santé (ACS) plus efficaces pour les pasteurs mobiles : i) Les ACS et les accoucheuses traditionnelles doivent demeurer mobiles et être bien acceptés par les communautés cibles ; ii) les coûts liés à l'approvisionnement en médicaments de base et à la supervision à long termes doivent être prévus dans les budgets des agences d'exécution ; iii) des cours périodiques complémentaires doivent être donnés pour soutenir la bonne qualité de la reconnaissance et du traitement des maladies courantes ; iv) les femmes doivent aussi être formées en tant que ACS ; v) un système bien établi pour l'orientation des cas sérieux vers les hôpitaux ou cliniques doit être mis en place. Dans les communautés pastorales, le rôle des personnes ressources, en tant que relais entre leurs communautés et les praticiens extérieurs (le long des chemins de la mobilité pastorale), peut être important.

Loutan [1989] a décrit l'utilité de former les agents de santé publics à collaborer avec les services vétérinaires, parce que la majorité des pasteurs, y compris les femmes, ont une très bonne connaissance de la santé de leurs animaux. Offrir la vaccination en combinaison avec le traitement des personnes et du bétail entre dans la logique des nomades. Il existe des exemples d'intégration limitée de la santé humaine et animale et des exemples d'équipes mixtes à base communautaire au Soudan (des agents de santé animale communautaires (ASAC) utilisés dans la campagne de vaccination contre la polio et pour l'éradication du ver de guinée), à Samburu, Kenya, (un projet formant à la fois des ASAC et des ASC), et à Wajir également au Kenya (les daryelles, guérisseurs traditionnels, formés à la fois pour la santé animale et la santé humaine de base) [Catley 1999]. Dans la plupart des pays, la loi et les politiques n'autorisent pas la formation simultanée en santé humaine et santé animale. Il y a la peur d'une mauvaise utilisation, par exemple l'utilisation des médicaments vétérinaires pour traiter les humains.

Des exemples de programmes d'éducation pour les pasteurs

Les écoles sous tentes en Iran

Le contexte

Le système d'école sous tentes chez les qashqa'i dans le sud et le sud-ouest de l'Iran fonctionne maintenant depuis plus de 50 ans, et a réussi à éduquer plusieurs générations d'enfants nomades. Les qashqa'i (qui se composent de 6 grandes tribus et comptent 250 000 personnes [CENESTA 2003]) migrent de manière saisonnière et par groupes de ménages entre les territoires d'été et ceux d'hiver, saisons au cours desquelles les populations se déplacent peu [Shahbazi 2006].

L'approche

Les résultats

L'introduction de l'éducation formelle et de la mobilité sociale à travers l'éducation, combinée avec les changements sociopolitiques et économiques intégrés, a significativement affecté la société qashqa'i : les éducateurs se tenaient entre les populations tribales et les responsables gouvernementaux ; les élèves boursiers recevaient des cours sur les lois et procédures civiles et apprenaient la langue nationale dont ils avaient besoin pour élever leurs compétences au niveau de celles de plusieurs autres iraniens. Pendant qu'ils recevaient des enseignements sur leur passé tout en préservant et promouvant leur identité culturelle, ils développaient aussi un certain sens de nationalisme, parce qu'ils comprenaient mieux leur société. Les étudiants apprenaient à défendre leurs droits individuels et sociaux par les voies légales et également par rapport aux leaders qui revenaient d'exile. Certains sont devenus des responsables étatiques ou ont accédé à des emplois publics. Cependant, les tensions politiques ont continué car les institutions d'éducation supérieure étaient dirigées par des non qashqa'i, et par conséquent, les qashqa'i ne se sentaient pas toujours partie intégrante de la nation, en l'occurrence lorsqu'il s'agissait de représentation politique. Contrairement à de nombreuses familles non lettrées qui se sédentarisèrent et acceptèrent des emplois non satisfaisants dans les centres urbains, certaines des familles qui recevaient une éducation formelle et puis se sédentarisèrent arrivaient à avoir de meilleurs emplois. Les interviewés (des anciens étudiants boursiers) ont également relevé

Dans son approche par rapport à l'Education Alternative de Base (EAB) en Afrique de l'Est, Aide à l'Enfance GB reconnaît et offre les facilités nécessaires aux filles pour aller à l'école, comme par exemple des latrines séparées. Les enseignants et le Comité de Gestion du Centre sont encouragés à prendre en compte l'importance de l'éducation des filles. Enfin, des Comités d'Education des filles, comprenant des élèves filles, sont mis en place dans chaque école pour promouvoir l'inscription et la rétention des filles. Les membres du Comité suivent les filles ayant abandonné l'école et discutent avec elles sur les avantages de l'éducation des filles au sein des communautés.

Les résultats

Quant aux écoles mobiles multigrades, leurs emplois de temps semblent être ad hoc et varient d'un enseignant à l'autre. Ils ne prennent pas en compte le fait que les enfants sont chargés de tâches dans leurs familles ; des tâches qui peuvent varier de manière quotidienne ou saisonnière. La force du programme est que les écoles sont ancrées dans la structure de gestion communautaire ; ce qui signifie que les parents et les communautés recherchent activement les moyens de résoudre les défaillances du modèle école mobile et pour faire face au manque d'intérêt manifesté par le gouvernement. Et, des moyens appropriés et durables de financer et d'apporter des ressources à l'éducation doivent être disponibles pour un tel programme. Le programme a réussi à accroître le désir des parents d'envoyer leurs filles et leurs garçons à l'école. Etant mobiles, les écoles sont accessibles à plus d'enfants, en particulier aux filles, parce que les enfants n'ont pas besoin de quitter leur environnement sécurisé. Mais le taux d'abandon est élevé, en particulier chez les filles ; et même pour les enfants qui y restent pendant quatre ans, il existe peu d'opportunité pour continuer l'école primaire [Aikman et El Haj 2006]. Une revue du programme Education Alternative de Base de Aide à l'Enfance a montré que l'on peut atteindre et rendre durable l'inscription des filles dans les zones pastorales, en l'occurrence chez les ménages pauvres [Leggett 2005]. Dans les programmes d'éducation non formelle correspondant aux besoins des communautés, l'inscription des filles connaît des taux élevés, comme en témoigne le programme ABEK en Ouganda qui rapporte un taux de 67% en matière d'inscription des filles ; ce qui est supérieur à celui des garçons.

Les résultats subséquents et les possibilités de mise à échelle

Pour faire face au fait que les écoles mobiles n'offrent que des cours jusqu'au Niveau 4 (CE2), Oxfam est en train d'envisager la création d'un nombre limité d'écoles avec internat (l'internat pour filles uniquement pouvant permettre de mieux s'attaquer à la question des parents qui craignent pour la sécurité de leurs filles dans les écoles avec internat). Cependant, les questions liées à leur durabilité à long terme n'ont pas trouvé de solution. Les parents peuvent choisir de ne pas laisser partir tous leurs enfants loin de la maison pour des raisons économiques, et comme une stratégie en matière de moyens d'existence et consistant à diversifier les compétences et aptitudes des enfants. En décidant quels enfants laisser partir, il semble peu probable qu'ils choisissent leurs filles plutôt que leurs garçons. L'on sait peu comment résoudre les contradictions entre le désir d'une communauté d'inscrire ses enfants à l'école et l'accent politique mis sur l'éducation des filles en rapport avec les objectifs internationaux en termes d'équité genre [Aikman et El Haj 2006]. Les programmes complémentaires en matière d'éducation alternative de base peuvent être particulièrement efficaces en termes d'accroissement d(d)4.5(e)-8.Tw[(r)rs)6.3(w[(part l2.4u)-10.4é ma)4.8(o[(pa8()6.3(eff)2é3(e)5.9(m)24t)5l48()6.3)4.5

élaboré, et des tuteurs locaux ('enseignants visiteurs') ont été formés. Chacun étant responsable d'environ 15 apprenants, ils faisaient leurs tournées à cheval, à dos de chameaux, et occasionnellement à mobylette. L'appui aux apprenants était assuré à travers les enseignants visiteurs, des rencontres au niveau local et des districts. Comme supports disponibles, il y avait un ensemble de livrets du projet et d'autres matériels didactiques, des brochures d'information, des posters, et des expositions d'objet d'art aux centres des districts. Le rôle attendu des radios était de venir en appui aux livrets [Robinson 1999].

Privatisation et dérégulation ont marqué la transition vers l'économie de marché en Mongolie. Les propositions de privatisation des médias tels que la radio, la dérégulation, et le recouvrement des coûts ont généré des niveaux d'incertitude élevés. Il était difficile de maintenir le rythme de changement rapide de l'environnement économique et législatif (comme par exemple les changements législatifs, les taux élevés de l'inflation, les changements de gouvernement, de politiques, de personnel et de structures), en termes de développement de matériels. Les circonstances et les styles de vie changeants des apprenants nécessitaient l'alignement de la pertinence des plans, matériels et services d'appui sur les réalités changeantes ; cependant, l'équipe n'était pas préparée pour une planification flexible, et comme il s'agissait d'un projet de développement financé par des bailleurs de fonds, les accords et contrats initiaux ont dû être expliqués.

Certaines des activités se sont poursuivies dans quelques provinces après la fin du projet, résultat de l'engagement local et des

Le projet d'alphabétisation et d'aptitude au calcul des adultes

Le contexte

Le taux d'alphabétisation était très bas chez les peulhs du Nigeria: dans l'Etat du Bornou, 4% des hommes étaient alphabétisés soit en langue occidentale, soit en arabe, et le taux d'alphabétisation des femmes était <1% (mais les hommes et les femmes apprennent, auprès d'enseignants religieux provenant de la communauté traditionnelle, à réciter le Coran en arabe). Le projet d'alphabétisation des adultes au sein des pasteurs nomades peulhs dans les Etats d'Adamawa et de Taraba faisait partie du Programme d'Education Communautaire financé par le DfID (CEP) au Nigeria pour la période 1997-2001. Le CEP a été conçu pour améliorer et développer de nouveaux modèles de formation des enseignants et des facilitateurs de l'alphabétisation des adultes, et

Nigeria à poursuivre le développement de l'éducation des adultes en tant qu'instrument de réduction de la pauvreté semble bien insuffisant. D'une manière générale, au Nigeria, beaucoup d'approches innovantes en matière d'éducation des adultes ont tourné court parce que les états ont failli pour diverses raisons, dont l'absence d'une politique gouvernementale cohérente, l'inefficacité de l'administration, et l'utilisation par les enseignants non nomades d'un curriculum et d'une langue d'instruction inappropriés [Aikman et El Haj 2006].

Éléments de bonnes pratiques en matière d'offre de services sociaux aux pasteurs

Une définition de « bonne pratique en matière d'offre de services sociaux aux pasteurs » pourrait impliquer que les offres de services sociaux permettent de développer des moyens d'existence plus durables, tout en maintenant les modes de vie traditionnels des pasteurs, et en garantissant que leurs voix soient entendues et leurs droits affirmés. Une prise en compte progressive des éléments de bonne pratique dans un programme en cours ou nouveau peut permettre d'influencer le processus de travail vers un tel objectif idéaliste.

La combinaison des éléments pouvant être adoptés dépendra du contexte et des objectifs du programme. Il y a des bonnes pratiques d'ordre général, comme par exemple le dialogue politique et le renforcement des capacités institutionnelles. Ce sont là des éléments importants des programmes nationaux, internationaux, gouvernementaux, et non-gouvernementaux, mais on ne les retrouvera pas dans la liste ci-dessous. En revanche, d'autres, bien que paraissant génériques, sont analysés ci-dessous, parce qu'ils influencent plus directement la réussite ou l'échec d'un programme portant sur l'offre appropriée de santé et/ou d'éducation aux pasteurs, ainsi que le montre la revue de la littérature et des exemples de programmes présentée dans le chapitre 4.

Il est presque impossible de ne pas surestimer l'importance d'une communication et d'un échange réguliers et cohérents au niveau de tous les acteurs impliqués comme élément de succès. Par des séminaires et des ateliers, l'on peut rassembler les populations et les autorités concernées dans un processus itératif de concertation. Favoriser la participation communautaire dans la planification de l'offre de santé et d'éducation, permettra d'autonomiser les communautés afin qu'elles expriment leurs besoins, et, plus tard, qu'elles prennent leurs propres initiatives en vue d'améliorer l'accès aux services qu'elles désirent. La transmission de la gestion et de la mise en œuvre des activités aux parties prenantes, qui ont la propriété et les ressources pour continuer (ou s'il n'existe pas de ressources suffisantes, que les parties prenantes puissent en acheter), ne se réalise souvent que lorsque la confiance entre les programmes et les pasteurs est établie et ce, sur des engagements de long terme. Beaucoup de projets de développement financés par des bailleurs de fonds sont trop courts pour ce type de processus, en particulier s'ils ne couvrent qu'un cycle ; et c'est ainsi que les projets ne pas continuer pas après le départ du bailleur de fonds.

La participation communautaire permet de rendre l'offre conventionnelle de service d'éducation plus flexible et proche des pasteurs mobiles, parce que ces derniers peuvent alors prendre part à la planification des emplois de temps et à l'adaptation du calendrier scolaire, ainsi que définir les curricula et les (nouvelles) compétences spécifiques qu'ils veulent acquérir (par exemple l'accès au marché de grandes valeurs ; la gestion des ressources naturelles ou des activités complémentaires comme la pêche). Les planificateurs devraient s'ouvrir aux nouvelles idées ou aux approches non conventionnelles. Pour ce qui concerne les services de santé, les communautés peuvent indiquer leurs priorités en matière de services, identifier les problèmes essentiels, et faire des propositions sur comment lever les contraintes. Il y a plus de chance que les services soient plus efficaces s'ils sont compris et acceptés par la communauté et appliqués à des coûts que la communauté et le pays peuvent supporter.

Parallèlement, un accent devrait être mis sur l'encouragement aux autorités à assumer leurs responsabilités en matière de répartition équitable des services sociaux, mais également à travailler pour l'atteinte des Objectifs de Développement du Millénaire. Une stratégie et une politique d'offre de services primaires en faveur des pasteurs doivent être spécifiques, mais également être intégrées dans les politiques nationales de santé, et donc être basées sur une prise de décisions et une gestion décentralisées. Un programme durable se conçoit, se met en œuvre et se reproduit mieux de l'intérieur des programmes nationaux, et devrait donc se concentrer sur les opportunités locales pour aller à échelle et ne pas créer des structures parallèles. Cependant, tant pour l'offre de services de santé que pour l'offre d'éducation aux pasteurs, il est nécessaire d'investir plus que ce qui serait nécessaire par tête d'habité qlléra4(par)JTJ46. .8(t .9(n dé3]TJ4gp(ag)4.9(e)-w[(d' .9(n dé3]TJ4.0019)6.4(nénl))4.9(d)-1.5(a)abi)(é)-7146. .aéd'abiés iog2.6-7.té-1.57,

pour les zones rurales éloignées, la combinaison des services de santé humaine et animale, peut revenir moins chère que le seul secteur de l'offre de service, à cause des synergies possibles en matière d'utilisation des infrastructures. Ou encore, la priorité principale d'une communauté donnée peut se trouver en dehors du secteur de l'éducation ou de la santé ; par exemple l'accès à l'eau potable sûre, plus généralement, l'accès aux ressources naturelles. La réceptivité des utilisateurs par rapport à l'offre des services de santé et d'éducation peut être améliorée si les autres priorités sont également prises en compte. La coopération avec d'autres programmes et secteurs, et la conception de services intégrés peuvent permettre d'offrir des avantages croisés et d'améliorer le niveau d'acceptation et de coût/efficacité, en su

La participation communautaire au niveau de la planification de l'offre de santé et d'éducation permettra d'autonomiser les membres de la communauté afin qu'ils puissent exprimer leurs besoins et, plus tard, mener leurs propres initiatives pour améliorer l'accès aux services qu'ils désirent. L'établissement de la confiance entre les programmes et les pasteurs constitue généralement un pré-requis pour la réussite des interventions, et le respect mutuel entre tous les acteurs impliqués peut être essentiel, mais ne peut se réaliser que par un engagement à long terme des organisations.

La participation demeure une partie intégrale du projet, et se réalise à travers les cycles continus d'évaluation et de suivi. La

Bibliographie

Admassie, A. 2002. Allocation of Children's Time Endowment between Schooling and Work in Rural Ethiopia, 44. Center for Development Research, Bonn, Germany.

Aikman S, El Haj H. EFA for pastoralists in North Sudan: A mobile multigrade model for schooling. In: Little AW, editor. Educat

Daun H. 2000; Primary Education in sub-Saharan Africa - a moral issue, an economic matter, or both? *Comparative Education*, 36(1):37-53.

- Krätli S, Dyer C. Education and Development for Nomads: the Issues and the Evidence. In: Dyer C, editor. The Education of Nomadic Peoples: Current Issues, Future Prospects. New York, Oxford: Berghahn Books, 2006:8-34.
- Krönke F. 2000; Les principaux problèmes des éleveurs nomades FulBe liés à la santé humaine et animale. Sempervira, 8:30-36.
- Krönke F. 2004; Zoonosen bei pastoralnomadischen FulBe im Tschad. Zeitschrift für Ethnologie, 129.
- Leggett I. Learning to education policy for pastoralists in Kenya. In: Aikman S, Unterhalter E, editors. Beyond access: Transforming policy and practice for gender equality in education. Oxfam, 2005.
- Lister, S. 2003. Pastoralism: Governance, Services and Productivity - New Thinking on Pastoralist Development, Institute of

PARTNERS in Rural Development and FARM-Africa. 2001. The Pastoralist Development Project - Lessons learned 1988 - 2001, Canadian International Development Agency and other Project Stakeholders, <http://www.chf-partners.ca/downloads/pdp%20lessons%20learned.pdf>

